

Artikel 39. Na de proefperiode worden de versnelde cursussen voor hun gehele duur erkend.

De erkenning geschiedt binnen de week die op de proefperiode volgt.

Artikel 40. Het auditorium van een zelfde cursuszitting kan gesplitst worden, overeenkomstig de normen bepaald in artikel 25, § 1, 1°. Deze splitsing is niet toegelaten na de proefperiode.

Artikel 41. Bij de toepassing van de splitsingsnormen mogen de cursisten die de versnelde cursussen volgen niet met de in artikel 26 bepaalde cursisten worden geglobaliseerd. »

Art. 3. De nummering van de hoofdstukken VII en VIII en van de artikelen waaruit ze bestaan wordt gewijzigd zoals volgt :

— de hoofdstukken VII en VIII worden respectievelijk de hoofdstukken VIII en IX;

— de artikelen 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 en 40 worden respectievelijk de artikelen 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49 en 50.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1990.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming van de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 91 — 252

**9 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987
relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1978 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment l'article 13;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 8 mars 1990.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la procédure de l'évaluation en cours d'apprentissage et de prévoir l'application des nouvelles dispositions dès la session d'examen terminant l'année scolaire 1989-1990;

Considérant, d'autre part, qu'il est nécessaire que la formation permanente dans les Classes moyennes puisse organiser sans délai une formation accélérée, ainsi que les examens qui la sanctionnent, répondant aux conditions fixées par l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 12 juin 1989;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales et vu la délibération de l'Exécutif du 18 juin 1990,

Arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 21, alinéa 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif aux examens et à l'évaluation de la formation de base est remplacé par la disposition suivante :

« le conseil des professeurs peut se réunir en cours d'année.

Afin de déterminer la capacité à accéder à la classe supérieure des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation prévue à l'article 22, il doit se réunir :

— en fin de première et de deuxième année, au plus tard le 5 juillet;

— à l'issue de la session différée organisée en vertu de l'article 23, § 3, au plus tard le 10 septembre. »

Art. 2. Dans l'article 23 du même arrêté de l'Exécutif, il est inséré, à la place du § 3 qui devient le § 5, les §§ 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Une session différée de l'examen écrit peut être organisée dans les cas prévus au règlement.

§ 4. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points en connaissances générales et en connaissances professionnelles théoriques ou en connaissances intégrées. Dans certaines professions et sur proposition motivée de l'institut, le Ministre peut modifier ces seuils de réussite ou fixer des minima dans certaines branches. »

Art. 3. Les articles 26 à 28 du même arrêté de l'Exécutif sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 26. La procédure d'examen des dossiers des apprentis qui n'ont pas satisfait à l'évaluation est la suivante :

1° a) Pour les apprentis qui ont suivi l'ensemble des cours dans un seul Centre :

1. le conseil des professeurs décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Le Centre transmet à l'Institut, au plus tard le 5 juillet, la liste des apprentis sur lesquels il s'est prononcé, accompagnée des résultats des épreuves ainsi que de ses décisions et avis. Ce délai est fixé au 10 septembre pour les apprentis appelés à présenter une session différée.

2. lorsque la capacité à accéder à la classe supérieure n'est pas établie, le conseil des professeurs transmet également à l'Institut un dossier comprenant les éléments d'appréciation et la justification de sa décision.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation.

b) Pour les apprentis qui ont suivi les cours dans des Centres différents :

1. le conseil des professeurs de chaque Centre décide de l'admission ou de la non-admission de l'apprenti dans la classe supérieure.

Il peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans sa formation.

2. chaque Centre transmet au service régional de l'Institut qui est intervenu dans l'agrément du contrat d'apprentissage, au plus tard le 5 juillet, les résultats de l'évaluation et les décisions et propositions du conseil des professeurs. Ce délai est fixé au 10 septembre pour les apprentis appelés à présenter une session différée.

2° Lorsque le ou les conseil(s) des professeurs n'a ou n'ont pas établi la capacité de l'apprenti à accéder à la classe supérieure, son dossier est soumis à une commission de tutelle.

a) La commission de tutelle comprend :

- le directeur du service régional;
- le secrétaire d'apprentissage;
- un conseiller pédagogique de l'Institut;
- un fonctionnaire délégué par le Ministre.

Le directeur du Centre ou son mandataire assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Les propositions et décisions de la commission sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du secrétaire d'apprentissage est prépondérante.

La commission peut inviter tout autre personne pouvant apporter les éléments d'appréciation et se faire produire en temps utile tous les renseignements nécessaires à l'exercice de la mission.

La commission doit, si nécessaire, inviter le Centre à soumettre à nouveau le dossier au conseil des professeurs réuni à l'issue de la session différée.

b) La commission décide le redoublement de classe ou propose le retrait d'agrément du contrat d'apprentissage assorti de l'exclusion du bénéfice de l'agrément de contrats ultérieurs; cette dernière mesure peut éventuellement être limitée à la profession faisant l'objet du contrat. Tout retrait d'agrément pris suite à une proposition de la commission ne peut être levé qu'avec l'accord de celle-ci et pour autant que les conditions d'agrément d'un nouveau contrat soient réunies.

La commission peut suggérer toute mesure susceptible de permettre à l'apprenti de progresser dans la formation.

c) La commission se réunit au plus tard le 20 juillet. Dans le cas d'une session différée, ce délai est fixé au 20 septembre, date à laquelle tous les dossiers doivent avoir fait l'objet d'une décision.

d) Le fonctionnaire délégué par le Ministre vérifie en séance la conformité des propositions et décisions de la commission aux dispositions réglementaires.

e) Un procès-verbal des délibérations de la commission est établi et signé à l'issue de la séance par les membres de la commission.

3° Les prolongations des contrats d'apprentissage, nécessaires pour permettre le redoublement de classe et les retraits d'agrément des contrats d'apprentissage sont entérinés par le Ministre pour autant qu'ils soient conformes aux propositions et décisions de la commission de tutelle.

Article 27. 1°. Les résultats aux évaluations sont communiqués :

— par le Centre, aux représentants légaux des apprentis, à l'Institut et au secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

Lorsque l'auditeur n'a pas été admis par le conseil des professeurs, le centre informe les représentants légaux que le dossier de l'apprenti sera examiné par une commission de tutelle.

— par les Centres, à l'Institut, lorsque l'apprenti a suivi les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles dans des Centres différents. L'Institut communique immédiatement les résultats aux représentants légaux des apprentis et au secrétaire d'apprentissage qui les transmet sans délai au chef d'entreprise.

Lorsque l'auditeur n'a pas été admis par le conseil des professeurs dans l'un des deux Centres ou dans les deux Centres, d'une part l'Institut informe les représentants légaux de l'apprenti et d'autre part, le secrétaire d'apprentissage informe le chef d'entreprise du fait que le dossier de l'apprenti sera examiné par une commission de tutelle.

2° Les propositions et décisions de la commission de tutelle sont communiquées, par l'Institut, aux Centres intéressés et aux représentants légaux de l'apprenti et par le secrétaire d'apprentissage, au chef d'entreprise.

Article 28. Dans le cas où un redoublement de l'année est proposé, le secrétaire d'apprentissage invite les parties contractantes à marquer leur accord pour la prolongation du contrat d'apprentissage; il attire l'attention de l'apprenti ou de ses représentants sur le fait que le refus de la prolongation ou l'absence de réponse entraîne le retrait d'agrément du contrat. Les avenants de prolongation doivent parvenir au service régional de l'Institut au plus tard le 30 septembre. »

Art. 4. Il est inséré dans le même arrêté de l'Exécutif, à la place du chapitre V qui devient le chapitre VI, un chapitre V rédigé comme suit :

« CHAPITRE V. — Evaluation des cours accélérés

Article 37. § 1^{er}. L'évaluation s'adresse aux auditeurs qui ont suivi régulièrement les cours accélérés; les intéressés ne peuvent totaliser plus d'un tiers d'absences non justifiées.

§ 2. L'évaluation se fonde sur le programme de formation dispensée.

Art. 38. § 1^{er}. Les professeurs préparent les épreuves pour la partie des programmes dont ils sont responsables : cette préparation peut être faite en collège ou en collaboration avec d'autres personnes compétentes.

Le Centre tient les questionnaires à disposition de l'Institut quinze jours au moins avant le déroulement des examens.

§ 2. Les professeurs procèdent à l'évaluation des connaissances des candidats.

§ 3. Le Centre établit pour chaque candidat un dossier contenant tous les éléments relatifs à l'évaluation.

Article 39. Le Centre veille au bon déroulement et à la régularité des épreuves.

Il est soumis à la surveillance pédagogique et administrative de l'Institut qui signale les irrégularités éventuelles au Ministre. Ces irrégularités peuvent entraîner la nullité totale ou partielle, d'un examen, sans préjudice d'autres décisions administratives.

Article 40. Pour satisfaire à l'évaluation, le candidat doit obtenir la moitié des points. L'Institut peut fixer des normes de réussite par branche.

Article 41. Dans les quinze jours de la fin de la session de formation, le Centre communique aux candidats et à l'Institut les résultats de l'évaluation.

Article 42. L'Institut établit pour chaque candidat qui a satisfait à l'évaluation des cours accélérés de gestion un certificat conforme au modèle approuvé par le Ministre et le transmet à ce dernier pour signature. »

Art. 5. Les articles 37, 38, 39 et 40 du même arrêté deviennent respectivement les articles 43, 44, 45 et 46.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Art. 7. Le Ministre ayant la formation permanente dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N. 91 — 252

9 JULI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 7 december 1987 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is het uitvoeren van de evaluatie gedurende de leertijd te wijzigen en de toepassing van nieuwe bepalingen te voorzien van de examenzittijd af aan die het schooljaar 1989-1990 beëindigt;

Overwegende anderzijds dat het noodzakelijk is dat de permanente vorming in de Middenstand zonder verwijl een versnelde vorming kan organiseren, evenals de examens die ze bekrachtigen, voldoende aan de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, zoals het gewijzigd werd bij het koninklijk besluit van 12 juni 1989;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 18 juni 1990,

Besluiten :

Artikel 1. Artikel 21, lid 3 van het besluit van de Executieve van 7 december 1987 betreffende de examens en de evaluatie van de basisopleiding wordt vervangen door volgende bepaling :

« de raad van leraars kan in de loop van het jaar vergaderen. Om te beslissen of de leerlingen die niet bij de in artikel 22 bedoelde evaluatie hebben voldaan, bekwaam zijn om tot de hogere klas over te gaan, moet hij vergaderen :

— op het einde van het eerste en het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli;

— aan het einde van de uitgestelde zittijd die krachtens artikel 23, § 3 uiterlijk op 10 september georganiseerd wordt. »

Art. 2. In artikel 23 van hetzelfde besluit van de Executieve, wordt op de plaats van § 3 die § 5 wordt, de §§ 3 en 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Een uitgestelde zittijd van het schriftelijk examen kan georganiseerd worden in de in het reglement bedoelde gevallen.

§ 4. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen voor de algemene kennis en de theoretische beroepskennis of voor de geïntegreerde kennis. Voor bepaalde beroepen en op met redenen omklede voorstellen van het Instituut, kan de Minister deze minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen. »

Art. 3. De artikelen 26 tot 28 van hetzelfde besluit van de Executieve worden vervangen door volgende bepalingen :

* Artikel 26. De procedure voor het onderzoek van de dossiers van de leerlingen die bij de evaluatie niet hebben voldaan is de volgende :

1° a) Voor de leerlingen die het geheel van de cursussen in één enkel Centrum hebben gevolgd :

1. de raad van leraars beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Het Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan het Instituut de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, samen met de uitslagen van de examens alsook zijn beslissingen en zijn adviezen. Deze termijn is vastgesteld op 10 september voor de leerlingen die ervoor in aanmerking komen zich voor een uitgestelde zitting aan te melden.

2. wanneer de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet vastgesteld is, bezorgt de raad van leraars aan het Instituut een dossier waarin de beoordingsgegevens en de rechtvaardiging van zijn beslissing vervat zijn.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

b) Voor de leerlingen die de cursussen in verschillende Centra hebben gevolgd :

1. de raad van leraars van elk Centrum beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

— op het einde van het eerste en het tweede jaar, uiterlijk op 5 juli;

— aan het einde van de uitgestelde zitting die krachtens artikel 23, § 3 uiterlijk op 10 september georganiseerd wordt. »

Art. 2. In artikel 23 van hetzelfde besluit van de Executieve, wordt op de plaats van § 3 die § 5 wordt, de §§ 3 en 4 ingevoegd, luidend als volgt :

* 3. Een uitgestelde zitting van het schriftelijk examen kan georganiseerd worden in de in het reglement bedoelde gevallen.

§ 4. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen voor de algemene kennis en de theoretische beroepskennis of voor de geïntegreerde kennis. Voor bepaalde beroepen en op met redenen omklede voorstellen van het Instituut, kan de Minister deze minima wijzigen die vereist zijn om te slagen of minima voor bepaalde vakken vaststellen. »

Art. 3. De artikelen 26 tot 28 van hetzelfde besluit van de Executieve worden vervangen door volgende bepalingen :

* Artikel 26. De procedure voor het onderzoek van de dossiers van de leerlingen die bij de evaluatie niet hebben voldaan is de volgende :

1° a) Voor de leerlingen die het geheel van de cursussen in één enkel Centrum hebben gevolgd :

1. de raad van leraars beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Het Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan het Instituut de lijst van de leerlingen over wie het zich heeft uitgesproken, samen met de uitslagen van de examens alsook zijn beslissingen en zijn adviezen. Deze termijn is vastgesteld op 10 september voor de leerlingen die ervoor in aanmerking komen zich voor een uitgestelde zitting aan te melden.

2. wanneer de bekwaamheid om tot de hogere klas over te gaan niet vastgesteld is, bezorgt de raad van leraars aan het Instituut een dossier waarin de beoordingsgegevens en de rechtvaardiging van zijn beslissing vervat zijn.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

b) Voor de leerlingen die de cursussen in verschillende Centra hebben gevolgd :

1. de raad van leraars van elk Centrum beslist of de leerling tot de hogere klas toegelaten of niet toegelaten wordt.

Hij kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij zijn opleiding vorderingen kan helpen maken.

2. elk Centrum bezorgt uiterlijk op 5 juli aan de gewestelijke dienst van het Instituut die een rol heeft gespeeld bij de erkenning van de leerovereenkomst, de uitslagen van de evaluatie en de beslissingen en voorstellen van de raad van leraars. Deze termijn is vastgesteld op 10 september voor de leerlingen die ervoor in aanmerking komen zich voor een uitgestelde zitting aan te melden.

2° Wanneer de raad of de raaden van leraars de bekwaamheid van de leerling om tot de hogere klas over te gaan niet heeft of niet hebben vastgesteld, wordt zijn dossier ingediend bij een commissie van toezicht.

a) De commissie van toezicht is samengesteld uit :

— de directeur van de gewestelijke dienst;

— de leersecretaris;

— een pedagogisch adviseur van het Instituut;

— een door de Minister afgevaardigde ambtenaar.

De directeur van het Centrum of zijn gemachtigde is bij de vergaderingen van de commissie van rechtswege aanwezig met raadgevend stem.

De voorstellen en beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen.

In geval van staking, is de stem van de leersecretaris doorslaggevend.

De commissie kan elke andere persoon uitnodigen die beoordelingsgegevens kan brengen en zich te gelegener tijd alle inlichtingen doen overleggen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van de opdracht.

De commissie moet, indien het noodzakelijk is, het Centrum ertoe uitnodigen het dossier weer voor te leggen aan de op het einde van de uitgestelde zitting vergaderde raad van leraars.

b) De commissie beslist of de leerling moet blijven zitten of stelt het intrekken voor van de erkenning van de leerovereenkomst, waarbij de erkenning van latere overeenkomsten uitgesloten wordt; deze laatste maatregel kan eventueel beperkt blijven tot het beroep dat het voorwerp van de overeenkomst uitmaakt. Elke intrekking van een erkenning die ten gevolge van een voorstel van de commissie gedaan wordt, kan alleen maar opgeheven worden met instemming van deze en voor zover de voorwaarden voor de erkenning van een nieuwe overeenkomst verenigd zijn.

De commissie kan elke maatregel voorstellen die de leerling bij de opleiding vorderingen kan helpen maken.

c) De commissie vergadert uiterlijk op 20 juli. In het geval van een uitgestelde zitting wordt deze termijn vastgelegd op 20 september, datum waarop alle dossiers het voorwerp van een beslissing hebben moeten uitgemaakt.

d) De door de Minister afgevaardigde ambtenaar onderzoekt gedurende de vergadering de overeenstemming van de voorstellen en beslissingen van de commissie met de reglementaire bepalingen.

e) Een proces-verbaal van de beraadslagingen van de commissie wordt opgemaakt en ondertekend op het einde van de vergadering door de leden van de commissie.

3° De verlengingen van de leerovereenkomsten die noodzakelijk zijn om het doubleren toe te laten en de intrekkingen van leerovereenkomsten worden door de Minister goedgekeurd voor zover ze overeenstemmen met de voorstellen en beslissingen van de commissie van toezicht.

Artikel 27. 1° De uitslagen bij de evaluaties worden medegedeeld :

— door het Centrum, aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen, aan het Instituut en aan de leersecretaris die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd doorstuurt.

Wanneer de cursist niet toegelaten werd door de raad van leraars, deelt het centrum aan de wettelijke vertegenwoordigers mede dat het dossier van de leerling door een commissie van toezicht zal worden onderzocht.

— door de Centra aan het Instituut, wanneer de leerling de cursussen van algemene kennis en de cursussen van beroepskennis in verschillende Centra heeft gevolgd. Het Instituut deelt dadelijk de uitslagen mede aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerlingen en aan de leersecretaris die ze zonder verwijl aan het ondernemingshoofd doorstuurt.

Wanneer de cursist niet toegelaten werd door de raad van leraars in een van de twee Centra of in de twee Centra, stelt het Instituut enerzijds de wettelijke vertegenwoordigers van de leerling ervan in kennis en anderzijds stelt de leersecretaris het ondernemingshoofd ervan in kennis dat het dossier van de leerling door een commissie van toezicht zal worden onderzocht.

2° De voorstellen en beslissingen van de commissie van toezicht worden door het Instituut aan de betrokken Centra en aan de wettelijke vertegenwoordigers van de leerling medegedeeld en door de leersecretaris aan het ondernemingshoofd.

Artikel 28. Wanneer voorgesteld wordt de leerling te laten blijven zitten, verzoekt de leersecretaris de partijen die de overeenkomst hebben gesloten, zich akkoord te verklaren voor de verlenging van de leerovereenkomst, hij wijst de leerling of zijn wettelijke vertegenwoordigers erop dat de weigering van de verlenging of het uitblijven van de antwoord de intrekking van de erkenning van de overeenkomst tot gevolg heeft. De verlengingsaansluitingen moeten uiterlijk op 30 september bij de gewestelijke dienst van het Instituut toekomen. »

Art. 4. In hetzelfde besluit van de Executieve wordt op de plaats van hoofdstuk V een hoofdstuk V ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK V. — *Evaluatie van de versnelde cursussen*

Artikel 37. § 1. De evaluatie is bestemd voor de cursisten die de lessen regelmatig hebben gevolgd; de betrokkenen mogen in totaal bij niet meer dan één op drie lessen op ongerechtvaardigde wijze afwezig zijn geweest.

§ 2. De evaluatie berust op het programma van de gegeven opleiding.

Artikel 38. § 1. De leraars bereiden de examens voor die betrekking hebben op het programmagedeelte waarvoor ze verantwoordelijke zijn : deze voorbereiding kan in college of in samenwerking met andere bevoegde personen geschieden.

Het Centrum houdt de vragenlijst ter beschikking van het Instituut ten minste veertien dagen vóór de examens.

§ 2. De leraars voeren de evaluatie van de kennis van de kandidaten uit.

§ 3. Het Centrum maakt voor elke kandidaat een dossier op waarin alle gegevens met betrekking tot de evaluatie zijn vervat.

Artikel 39. Het Centrum zorgt voor een goed verloop en van de regelmatigheid van de examens.

Het schikt zich naar het pedagogisch en administratief toezicht van het Instituut, dat eventuele onregelmatigheden ter kennis van de Minister brengt. Deze onregelmatigheden kunnen tot gevolg hebben dat een examen geheel of gedeeltelijk nietig wordt verklaard, onverminderd andere administratieve beslissingen.

Artikel 40. Om bij de evaluatie te voldoen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen. Het Instituut kan per vak normen vastleggen voor het slagen.

Artikel 41. In de loop van de veertien dagen die volgen op het einde van de opleidingszitting deelt het Centrum de uitslagen van de evaluatie mede aan de kandidaten en aan het Instituut.

Artikel 42. Het Instituut maakt voor elke kandidaat die voldaan heeft bij de evaluatie van de versnelde bedrijfsbeheercursussen een getuigschrift op dat dezelfde vorm heeft als het door de Minister goedgekeurd model en zendt aan de Minister ter ondertekening over. »

Art. 5. De artikelen 37, 38, 39 en 40 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de artikelen 43, 44, 45 en 46.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1990.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheid de permanente vorming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F. 91 — 253 (F 90 — 1500)

14 MAI 1990. — Décret relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 16 juin 1990, page 12294, Communauté française — Décret relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse, il y a lieu de lire :

dans le texte français :

Article 1er, 2e ligne : « ... articles 2, 31, 34, 37, alinéa 2, 2° et 3°, ou 41 de la loi du 8 avril 1965 ... » en lieu et place de :

« ... articles 2, 31, 37, alinéa 2, 2° et 3°, ou 41 de la loi du 8 avril 1965 ... ».